

Conflit syrien : quelle(s) solidarité(s) avec la société civile ?

Rédigé le 29 novembre 2013 par : Laure Borgomano, Marie Peltier



Le débat autour de la question syrienne évacue le plus souvent un aspect fondamental du conflit en cours : à l'origine du soulèvement, c'est une société civile qui s'est levée, portant haut des revendications de démocratie et de liberté. Cette société civile, largement abandonnée par la communauté internationale et aujourd'hui menacée par certains groupes djihadistes étrangers, guère préoccupés par l'avenir de la Syrie, résiste de manière peu commune au degré de violence auquel elle fait face. Comment dans ce contexte notre société civile peut-elle mettre en branle la solidarité ? Tentative de réponse et d'état des lieux.

I. La société civile syrienne, une longue histoire de répression

L'histoire des mouvements et organisations de la société civile syrienne est ponctuée de phases de – très partielle – ouverture et de – très féroce- répression.

Longtemps interdite par le parti Ba'th, à l'exception de quelques associations caritatives fortement contrôlées, la société civile connaît un premier « printemps » lors de l'arrivée au pouvoir de Bachar El-Assad, en 2000. Fleurissent alors des forums de discussion politique

se structurant rapidement, au point d'effrayer le régime. Ce dernier, quelques mois à peine après les avoir suscités, s'empresse de les réprimer et emprisonne leurs leaders.

Une deuxième vague d'euphorie se dessine cependant entre 2004 et 2007, favorisée par une nouvelle attitude des dirigeants syriens : la société civile est alors présentée comme le « troisième pilier » de la société, un « partenaire incontournable » du pouvoir^[1]. On normalise des associations fonctionnant jusque-là sans autorisation et on diversifie les différents secteurs d'intervention (économique, social, culturel...). Selon Laura Ruyz de Elvira, ce desserrement sous contrainte est dû à deux raisons principales. D'une part, la diminution des ressources financières de l'Etat et le mauvais état de l'économie amènent le régime à déléguer les activités sociales et caritatives aux associations. D'autre part, l'affaiblissement de la Syrie sur la scène internationale favorise un certain assouplissement du régime, l'UE insistant notamment pour le développement de la société civile. Mais cette ouverture, incompatible avec le caractère dictatorial du régime, est insuffisante pour répondre aux aspirations de la population syrienne, d'autant que la situation économique se dégrade, notamment pour les plus démunis. Le mécontentement gronde.

Dès 2008, une nouvelle vague de répression s'abat sur les organisations, ne réussissant pas toutefois à étouffer le fonctionnement d'associations et le développement de réseaux citoyens, se développant le plus souvent sous le couvert d'activités « culturelles » et/ou de manière clandestine.

Ces deux épisodes démontrent, s'il est encore nécessaire de le faire, les innombrables difficultés auxquelles est confrontée une société civile sous un régime dictatorial. Ils démontrent aussi que militants et intellectuels relèvent la tête chaque fois que l'occasion leur en est donnée, mettent ainsi à profit toutes leurs expériences passées.

II. La société civile syrienne à l'épreuve de la révolution

Dès le début de la révolution avec les premières manifestations de mars 2011, des centaines de jeunes se mobilisent pour organiser la protestation. Sans véritable expérience d'événements de la sorte, ils font preuve d'une imagination, d'une créativité et d'un courage extraordinaires. Regroupés en « coordinations locales » ils organisent les manifestations

pacifiques, font circuler l'information en Syrie et à l'étranger, essentiellement par le biais des réseaux sociaux car la répression physique du régime est immédiatement d'une grande férocité. Ces premiers groupes ont pour objectif le renversement du régime d'Assad et son remplacement par un Etat démocratique « civil » c'est-à-dire « laïc modéré »^[2]. La riposte brutale du régime pousse peu à peu la population à verser dans une résistance militarisée^[3].

Avec l'apparition d'une résistance armée et le développement de l'Armée syrienne libre, les coordinations se révèlent insuffisantes. Des « Conseils locaux » font leur apparition dans les zones contrôlées par l'opposition. Ils organisent le fonctionnement d'un Etat et d'une société que le régime laisse volontairement en pleine anarchie. Il s'agit en fait d'organiser la vie de la cité : maintien de l'ordre, alimentation, récolte des ordures, écoles, hôpitaux, aide aux réfugiés et personnes déplacées, aide aux sans-abris, soutien aux familles des prisonniers...Uniquement composés de civils, ces Conseils ne sont pas toujours sans reproche. Comme dans toute situation de chaos, certains en profitent pour se remplir les poches. Mais ce qu'il faut retenir est l'incroyable mobilisation de centaines de civils jusqu'alors tenus à l'écart de tout engagement militant et qui n'hésitent pas d'ailleurs à remettre en cause ou dégager les responsables défaillants.

Avec l'aggravation de la situation sur le terrain, ces Conseils se structurent de façon plus rigoureuse. « En février 2013, un règlement intérieur est adopté sous l'égide de la Coalition nationale qui a vu le jour quelques mois plus tôt : les Conseils doivent désormais être élus et leurs bureaux spécialisés : secours, finances, services publics, justice, sécurité, enseignement, santé ...doivent avoir recours à des personnes compétentes et au service de la révolution »^[4] . Par ailleurs, en moins de deux ans, des centaines de journaux, revues, stations de radios et agences de presse révolutionnaires se créent et diffusent information et analyse sur le terrain et à l'étranger. Soulignons aussi l'extraordinaire créativité artistique de cette résistance civile : films, dessins, caricatures, chants, etc. ont été de véritables moteurs de la résistance^[5].

Cette liberté au sein des zones contrôlées par l'opposition est aujourd'hui menacée non seulement par les bombardements incessants du régime en place mais aussi par les violences commises, contre les populations civiles et les opposants « de la première heure », par certains groupes djihadistes étrangers. C'est le cas du groupe « Etat Islamique d'Irak et

du Levant », qui a notamment pris en otage de nombreux opposants dans la ville de Raqqa dans le Nord de la Syrie. Ainsi, depuis le début de 2013, l'arrivée de certaines milices contribue à brouiller la situation.

S'il faut souligner avec insistance que certains groupes syriens à sensibilité islamiste participent pleinement et de manière constructive à la dynamique d'opposition au régime en place - certains d'entre eux remplissent également, dans les zones qu'ils contrôlent, des fonctions d'aide à la société par le biais d'actions caritatives et sociales - , il faut aussi dire que ce n'est pas souvent le cas des groupes djihadistes étrangers. Faute de pouvoir se débarrasser d'Assad sans leur aide armée, certains Syriens se résignent à leur présence au risque de voir la révolution confisquée. La majorité des Syriens souhaite cependant avant tout préserver la liberté qu'ils ont commencé à retrouver en affrontant le régime. Soutenir la résistance civile syrienne est ainsi d'autant plus primordial qu'elle est aujourd'hui menacée par d'autres intérêts que ceux tournés vers l'édification d'une Syrie libre et démocratique.

III. Comment aider la société civile syrienne ?

On le voit, il y a désormais en Syrie un incontestable réservoir de forces de la société civile, forgée dans le conflit, apte à se saisir de tout moyen pour faire entendre sa voix et capable d'action concrète. Loin d'étouffer cette société civile, la révolution en a, au contraire, fait apparaître à la fois la richesse et la diversité. Or les interventions de la communauté internationale se focalisent exclusivement sur les relations étatiques- questions politiques et de sécurité - sans prendre en compte une telle richesse.

Il est donc impératif que des acteurs non-étatiques puissent soutenir la société civile syrienne de façon à ce qu'elle puisse contribuer au développement de la Syrie future, surtout dans ce contexte où le foisonnement d'organisations à perspective démocratique est aujourd'hui menacé par certains groupes étrangers ayant un agenda bien différent. Mais comment faire, en particulier comment intervenir alors que le conflit n'est pas terminé ?

Il convient tout d'abord de distinguer l'aide humanitaire d'urgence^[6] d'un soutien de plus long terme visant à reconstruire la Syrie. Les deux objectifs ne sont pas exclusifs l'un de l'autre, mais ils ne sont pas non plus obligatoirement compatibles et doivent être

clairement identifiés. Il est clair en tout cas qu'un simple soutien humanitaire ne permettra pas à la société civile syrienne de tenir toute sa place dans une nouvelle Syrie.

Le deuxième point d'attention actuel a trait aux possibilités – aujourd'hui largement limitées – d'accès sur le terrain, afin d'acheminer et de faire parvenir l'aide dans ce contexte de guerre. Au vu de la violence de la répression et de la situation largement chaotique d'une population civile otage d'intérêts divers, un grand nombre d'actions de solidarité sont dans les faits impossibles. Ainsi, une certaine sécurisation des zones sous contrôle de l'opposition, tout comme l'ouverture aux acteurs civils étrangers des zones contrôlées par le régime en place, sont des conditions sine qua non pour lancer une dynamique de coopération.

Plusieurs pistes seront ici proposées, aucune n'étant exclusive de l'autre :

- La première chose à faire est d'établir un état des lieux des différentes composantes de la société syrienne qui prenne en compte un index des nombreuses organisations actuellement actives et une analyse précise des mécanismes du conflit. La difficulté réside dans le caractère mouvant de la situation, mais certaines associations sont plus pérennes que d'autres.
- Une deuxième idée serait de tirer le meilleur parti possible des mouvements et organisations de la société civile expatriée, à l'instar de l'association « Ila Souria » [\[Z\]](#) à Paris. Qu'il s'agisse d'une expatriation ayant eu lieu avant le conflit ou d'une expatriation forcée depuis 2011, la diaspora syrienne, elle-même parfois structurée en associations dont il convient de bien saisir les objectifs, pas forcément cohérents les uns avec les autres, reste une ressource incontournable. Elle pourrait être sollicitée tant pour une meilleure analyse de la situation et des besoins sur place que pour l'aide concrète qu'elle peut apporter : transmission d'informations de et vers la société civile syrienne, divulgation de messages de soutien, soutien financier, accueil de personnes en difficulté ...
- La troisième remarque est d'ordre tactique : compte tenu de la diversité de situation sur le terrain et de la diversité des organisations syriennes elles-mêmes, il est impératif de viser un soutien local en adaptant le type d'aide à la réalité du terrain local, qu'il s'agisse d'éducation (fournitures scolaires, repas de cantine ...), de santé (dispensaires, soutien aux médecins et infirmiers, fourniture de médicaments et de

vaccins, formation aux questions de santé publique...) ou autres.

Enfin des programmes plus ambitieux de « capacity building » devraient concerner la reconstruction de la Syrie future en apportant un soutien aux organisations syriennes dans les domaines suivants :

- **Médias** : invitations et échanges de journalistes, proposition de bourses de formation ;
- **Droits de l'homme** : formations théorique et pratique, invitations par des Parlements étrangers, le Parlement européen ;
- **Structuration de la société civile** : échanges entre organisations de la société civile européenne et syrienne, sur le modèle des programmes DAWRAK de la Fondation Anna-Lindh[8] : jumelages, échanges de bonnes pratiques ;
- **Education** : bourses et invitations d'étudiants et de professeurs, soutien à l'édition scolaire et universitaire, soutien à la réorganisation du système scolaire dont les infrastructures ont été assez largement détruites, dans un contexte où des enfants, adolescents et jeunes adultes n'auront le plus souvent pas eu accès à l'école durant toute la durée du conflit ;
- **Institutions publiques**: formation et échanges dans le domaine de la construction d'institutions publiques – le principal défi étant de passer d'un pays où le Droit existe mais n'est pas appliqué (arrestations arbitraires, emprisonnements sans procès, pratique généralisée de la torture, etc.) à un véritable Etat de Droit[9] ;
- **Economie** : appui (universitaire entre autres) à la mise en place de mécanismes permettant un développement économique non soumis au marché noir, au racket et à l'appropriation des ressources par certains groupes au détriment des autres ;
- **Réconciliation et dialogue inter-communautaire** ; apport de méthodes déjà expérimentées par différentes organisations auprès de populations en conflit, afin d'éviter un deuxième bain de sang suscité par les vengeances entre communautés. Citons à cet égard l'exemple de la méthode du « dialogue soutenu » (« sustained dialogue »)[10], en Asie centrale, au Moyen Orient et sur le continent africain.

La Syrie de demain ne se fera pas sans la participation de la société civile syrienne qui a démontré ses compétences et sa détermination. C'est pourquoi il est urgent que les responsables politiques qui organisent aujourd'hui les différentes propositions de solution ou de résolution du conflit intègrent ces organisations dans leurs réflexions comme dans

leurs rencontres. Il est urgent aussi que les organisations de la société civile européenne se mobilisent pour venir en aide à la société civile syrienne : en faisant pression sur les gouvernements et sur les organisations internationales ; en organisant échanges et contacts, en faisant circuler le maximum d'informations sur la situation sur place. Plutôt que de nous perdre dans des querelles sans fin liées à nos positionnements géopolitiques, il est désormais temps de traduire en actes notre volonté de solidarité, en vue de l'édification de la Syrie libre et démocratique pour laquelle de nombreux citoyens syriens se sont levés.

Quelques exemples emblématiques de la société civile syrienne :

- **Le mouvement syrien de non-violence** : « Des membres du Mouvement syrien de résistance non-violente (SNVM) ont réalisé une carte interactive répertoriant l'ensemble des initiatives pacifiques déployées au sein de l'opposition. De la radio au cinéma alternatif en passant par les ONG, l'objectif de cet outil en ligne est de montrer que les opposants au régime ne sont pas tous des « terroristes ». »

- **La résistance imaginative des villageois de Kafranbel** : « Les activistes de la petite ville de Kafranbel, dans le gouvernorat d'Idlib... qui n'est pas le plus calme de Syrie, montrent, depuis le début de la révolution contre Bachar Al Assad, une imagination débordante. Leurs slogans adressés aux opinions publiques internationales et leurs caricatures tournent en dérision aussi bien le régime et ses parrains russes et iraniens, que l'opposition syrienne et les prétendus "Amis du Peuple Syrien". Renouvelées semaine après semaine, leurs créations sont à découvrir (...) sur leur page Facebook. »

- **Le collectif Abou Naddara** : « Chaque vendredi, Abou Naddara, un collectif de jeunes cinéastes syriens, passionnés de documentaires de création, mettent en ligne sur Internet un court-métrage d'une à cinq minutes. Autant qu'une démarche artistique nouvelle dans le paysage audiovisuel syrien, c'est une participation à la révolution. Les courts-métrages portent un message complexe, ouvert, libre à chacun de les interpréter suivant sa sensibilité. On ne sait pas ce qui y relève de la réalité et de la fiction. »

[1] Cf. Laura Ruiz de Elvira, « La société civile syrienne à l'épreuve de la révolte », Tepsis-Papers, octobre 2013. Disponible sur : <https://hal.archives-ouvertes.fr/TEPSIS-PAPERS>

[2] Cf. leverrier : « Mise en place en Syrie des organisations et des associations de la société civile » disponible sur : <http://syrie.blog.lemonde.fr/> 24 octobre 2013

[3] Pour un état des lieux actuel de cette résistance armée, voir le récent rapport de « Arab Reform Initiative » :
http://www.arab-reform.net/sites/default/files/renforcer%20la%20resistance%20democratique%20en%20Syrie_1.pdf

[4] Cf Leverrier, article cité.

[5] Voir à titre d'illustrations le Site « Creative Memory of the Syrian Revolution » (<http://www.creativememory.org/?lang=en>), ainsi que le petit film réalisé par le projet « Creative Syrian Revolution », où se mêlent art et militantisme politique (<http://www.indiegogo.com/projects/the-creative-syrian-revolution>).

[6] L'aide humanitaire d'urgence (santé, de l'alimentation, de l'éducation) est prise en charge par des organisations sur place telles que des ONG ou des organismes internationaux spécialisés (agences de l'ONU, UE, OIM, mais aussi CICR, MSF, etc...).

[7] « Ila Souria est composé essentiellement de syriens, de franco-syriens et de français : universitaires, chercheurs, scientifiques et professionnels qui désirent œuvrer pour une

Syrie libre, démocratique et laïque. L'association organise des événements pour la reconstruction de la Syrie : colloques internationaux multidisciplinaires ; événementiels divers ; ateliers d'échanges et de créations avec des professionnels, des chercheurs, des enseignants, des étudiants ; expositions et installations artistiques ; éditions et publications des journaux et ouvrages de ces différentes manifestations ; etc. », cfr

<http://www.ilasouria.org>

[8] Cfr : <http://www.dawrak.org/fr/dawrak-echange-guidelines>

[9] Voir à ce propos la récente intervention de la juriste syrienne Seve Aydin-Izouli sur le thème « La Syrie : bâtir un état de droit » :

<https://www.youtube.com/watch?v=aOTLTn6CTe4>

[10] Cfr :

<http://bepax.org/publications/analyses/le-dialogue-soutenu-une-approche-interessante-de-reconstruction-du-tissu-social-en-situation-de-conf,0000277.html> et

<http://www.sustaineddialogue.org/programs.htm>



Avec le soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles

Ed resp : Ghaliya Djelloul
Chaussée Saint-Pierre, 208
B-1040 Bruxelles
Tél : 02/896 95 00
info@bepax.org
www.bepax.org
IBAN : BE28 7995 5017 6120